



Entretien avec... Céline Faivre

présidente de My Breizh Open data, premier observatoire régional de l'achat public

L'association Breizh Small Business est à l'initiative d'un observatoire régional de la commande publique. A quels besoins souhaitez-vous répondre ?

Nous souhaitons mettre en lumière le potentiel économique de la commande publique et ainsi contribuer à moderniser les politiques d'achat. Les marchés publics constituent un levier de développement majeur pour nos territoires. Pour rappel la dépense publique représente près de 15 % du PIB français. L'acte d'achat des acteurs publics constitue donc un axe conséquent pour drainer l'argent public vers les acteurs des territoires, accélérer la transformation de l'économie et agir en faveur du développement durable. C'est à ces enjeux qu'ambitionne de répondre notre association au travers du portail de recensement dynamique des données de marchés publics dénommé « My Breizh open data ». Il s'agit du premier observatoire régional de l'achat public. Il vise à rendre transparentes et visibles les données de la commande publique pour que chaque partie prenante puisse les analyser et en tirer un bénéfice.

Quels sont les avantages de cet observatoire ?

Cet observatoire doit permettre de dopper les échanges et la connaissance des marchés publics. Les données de marchés publics du conseil régional de Bretagne

sont accessibles en un clic. Nom de l'attributaire, lieu, entreprise, type du marché, montant des marchés attribués... peuvent être extraits, décortiqués et visualisés en accédant au prototype. Ainsi, les collectivités trouvent plus facilement des entreprises capables de répondre à leurs besoins et les entreprises se positionnent facilement sur les demandes.

“ La réussite d'un tel projet dépend donc fortement de la volonté politique des donneurs d'ordre publics bretons et de notre capacité collective d'agir.

L'observatoire permettra une analyse fine de l'achat public. Par exemple, une collectivité peut mieux connaître la taille des entreprises attributaires des marchés publics bretons dans un domaine précis ou encore apprécier l'attractivité d'un marché et réaliser un meilleur sourcing. Pour les entreprises, ces informations essentielles (concurrence, localisation des offres, montants...) permettent de préparer et d'ajuster au plus près leur candidature aux marchés publics. A terme

l'observatoire générera de précieux indicateurs sur les politiques d'achats.

Quelles sont vos ambitions ?

Le projet est novateur et mobilise les collectivités, TPE-PME, chercheurs, entrepreneurs, associations, organisations professionnelles... Il s'inscrit dans un cadre réglementaire encore en devenir mais de plus en plus contraignant pour anticiper au mieux les obligations de transparence et d'ouverture de la commande publique qui s'imposeront à tous les pouvoirs adjudicateurs à horizon 2018. L'ambition est de dresser un état des lieux, en temps réel, par la mise à disposition de données dites « chaudes » mais des analyses prédictives sont également envisagées à plus long terme. Produire ces analyses qui moderniseront en profondeur la commande publique repose sur l'exhaustivité des données produites par les acheteurs publics et impose une fiabilité maximum. La réussite d'un tel projet dépend donc fortement de la volonté politique des donneurs d'ordre publics bretons et de notre capacité collective d'agir. Nous sommes en très bonne voie et pouvons compter sur le soutien historique du conseil régional de Bretagne, sur celui plus récent de la Caisse des dépôts et de partenaires privés fortement mobilisés à nos côtés. Bref, une multitude d'acteurs au service de l'intelligence économique territoriale. ~

► le domaine public, soit un point positif que l'on souhaite faire partager.

Le coût de la démarche

Rapportés aux montants engagés, les bénéfices peuvent donc être intéressants pour l'ensemble des acteurs. « Les coûts d'investissement liés au développement d'une première version de plateforme open data restent relativement modérés, mais varient assez fortement d'une collectivité à l'autre : ils s'échelonnent de 20 000 euros (Rennes, Toulouse) à 85 000 euros (Montpellier Agglomération) » constate le Cerema. Les coûts de fonctionnement sont résiduels. La ville de Montpellier aurait un coût de 5 000 euros par an pour sa plateforme. Les coûts les plus significatifs sont générés par l'animation externe. « Il faut ainsi compter environ un demi-équivalent temps-plein pour animer une démarche open data », affirme le Cerema. « L'agglomération de Rennes estime que l'alimentation, la maintenance et l'animation liées à la démarche open data mobilisent de l'ordre d'1,5 équivalent temps-plein ». Il convient également d'ajouter les coûts liés à l'organisation de concours,

appels à projets, manifestations... pour promouvoir la démarche.

De nombreux freins restent à lever

Cependant des freins existent. Il subsiste des contraintes juridiques. Certaines données sont soumises au secret couvert par la loi, d'autres entrent dans le cadre du code de la propriété intellectuelle. La plupart des données est en outre soumise à la nécessité d'un traitement des données anonymisées. Pour lever certaines de ces